

MONDE

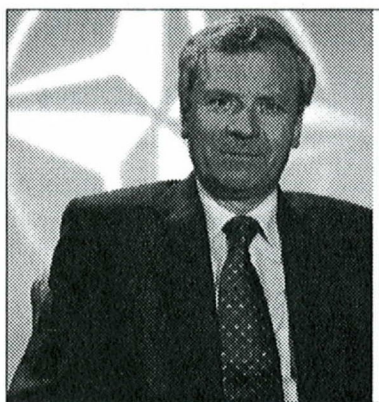
SECRETARE GENERAL DE L'OTAN :

L'OTAN souhaite resserrer les liens avec la Méditerranée

Le secrétaire général de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) M. Jaap de Hoop Scheffer, a noté dans un message diffusé à l'occasion d'une réunion des pays membres du dialogue méditerranéen que l'OTAN souhaite resserrer les liens avec la Méditerranée. Ci-dessous le message de M. Jaap de Hoop Scheffer : "De hauts responsables des 26 pays membres de l'OTAN et des sept pays participant au Dialogue méditerranéen de l'Alliance (Algérie, Égypte, Israël, Jordanie, Mauritanie, Maroc, Tunisie) se réuniront à Rabat, au Maroc, les 6 et 7 avril, afin de débattre de l'état de notre coopération et du potentiel considérable que recèle ce partenariat. Ce sera la première fois, depuis le lancement de ce processus en 1994, que tous les pays participants se réuniront dans un pays partenaire du Dialogue méditerranéen. Ce seul fait témoigne d'une prise de conscience croissante de la nécessité de coopérer plus étroitement afin de faire face aux graves défis sécuritaires qui nous attendent.

Dans quelques semaines à peine, l'OTAN célébrera son 57ème anniversaire. L'Alliance n'aurait pas atteint cet âge respectable - et ne serait pas passée entre-temps de 12 à 26 pays membres - si elle n'avait pu s'adapter à l'évolution des circonstances. Au cours de ses quarante premières années d'existence, l'Alliance a eu un rôle essentiellement statique: il s'agissait de prévenir par la dissuasion toute attaque visant le territoire de ses pays membres, et ce rôle, l'OTAN l'a joué très efficacement. Au cours des années 90, l'OTAN a réussi à façonner pour ainsi dire la sécurité sur le continent européen, en tendant la main à d'anciens adversaires et en apportant paix et stabilité dans les Balkans. Ces dernières années, plusieurs nouveaux défis sécuritaires ont obligé l'OTAN à s'adapter une fois encore - et ce processus est en cours aujourd'hui.

Les défis sont bien connus, que ce soit le terrorisme, la prolifération des armes de destruction massive, ou les États faillis. Aucun de nos pays n'est à l'abri de ces menaces. Et aucun n'est capable de relever seul ces défis. Nous ne pouvons espérer y parvenir qu'en instaurant une coopération la plus large possible entre États et institutions. À cet égard, la transformation de l'OTAN à l'œuvre depuis quelques années a pour principale caractéristique de promouvoir ce type d'action multilatérale menée avec détermination.



Les opérations de l'Alliance constituent la preuve la plus visible de cet engagement. Nous nous sommes employés à apporter la paix et la stabilité au Kosovo et en Afghanistan, à assurer la formation des forces iraqiennes de sécurité, et à transporter des forces de maintien de la paix de l'Union africaine au Darfour. Sans oublier une autre tâche ambitieuse: l'opération de secours humanitaire que l'OTAN a menée au Pakistan, en octobre dernier, après le tremblement de terre. Et nous poursuivons notre opération maritime en Méditerranée - l'opération Active Endeavour qui vise à empêcher le transit de terroristes et d'armes par cette voie maritime vitale. Dans toutes ces opérations, nous travaillons en liaison étroite avec les Nations Unies et avec d'autres organisations internationales, et nous tenons particulièrement à y associer, dans toute la mesure du possible, des États non membres.

La logique d'une approche multilatérale concertée ne se manifeste pas seulement dans les opérations de l'OTAN, mais également dans notre politique de Partenariat. L'Alliance a mis en place un vaste réseau de partenariats de sécurité qui s'étend à l'ensemble de la région euro-atlantique, et bien au-delà. Nous avons élaboré un large ensemble d'activités de coopération à l'appui des pays partenaires intéressés dans des domaines comme la lutte contre le terrorisme, l'interopérabilité de nos forces armées et la réforme de la défense, autant de domaines dans lesquels nous avons accumulé une somme d'expérience que nous sommes prêts à partager. Par ailleurs, nous sommes désireux d'encourager nos partenaires à s'engager dans des consultations politiques, afin de mieux connaître leurs points de vue et de profiter de leur connaissance unique de la région.

La sécurité en Europe est étroitement liée à la sécurité et à la stabilité dans la région méditerranéenne.

C'est pourquoi, depuis plus d'une dizaine d'années, l'OTAN étend son offre d'amitié et de coopération par delà la Méditerranée. Je suis heureux de constater que, ces dernières années en particulier, cette initiative a suscité un enthousiasme grandissant. La coopération pratique - entre militaires en particulier - n'a cessé de croître. Et la fréquence, le niveau et la qualité de nos débats politiques ont également connu une progression. Nos Ministres des affaires étrangères se sont réunis pour la première fois à Bruxelles en décembre 2004, et nos Ministres de la défense se sont réunis à Taormine, en Italie, il y a tout juste deux mois. Ces progrès sont les bienvenus, mais je suis convaincu qu'il y a encore beaucoup de choses que nous pouvons - et devrions - faire ensemble. Le processus de Dialogue méditerranéen offre une liste importante et toujours croissante d'activités, qu'il s'agisse de la coopération entre militaires, de la gestion de l'espace aérien, ou bien encore des plans civils d'urgence. Je suis persuadé qu'au moment de déterminer les domaines dans lesquels ils souhaiteraient concentrer leurs efforts, nos partenaires méditerranéens réfléchiront en outre sérieusement à la possibilité et aux moyens de contribuer à des opérations de l'OTAN. Le Maroc participe déjà de façon significative à notre mission KFOR au Kosovo. Je me félicite aussi que l'Algérie, Israël et le Maroc aient exprimé le souhait de contribuer à l'opération Active Endeavour, et que d'autres Partenaires méditerranéens reconnaissent l'importance de cette opération non seulement pour la sécurité de l'Europe, mais aussi pour celle de la région méditerranéenne dans son ensemble.

Il faudra, selon moi, que le renforcement de la coopération pratique aille de pair avec une intensification du dialogue politique à mesure que nous enrichirons notre relation. Notre réunion de Rabat sera à cet égard une étape importante de ce processus.

Elle permettra de montrer que les pays de l'OTAN demeurent déterminés à mieux connaître les besoins et les préoccupations spécifiques de nos Partenaires méditerranéens, d'expliquer à ces pays comment l'Alliance réagit face à un environnement de sécurité fondamentalement différent et de les encourager à s'engager dans une coopération mutuellement bénéfique afin de relever les sérieux défis qui nous attendent."

PROCHE ORIENT :

Ehud Olmert reçoit le feu vert pour former un gouvernement

Le Premier ministre par intérim Ehud Olmert a reçu le feu vert pour former un gouvernement qui sera, a-t-il dit, chargé de définir en quatre ans les frontières définitives d'Israël, avec ou sans l'accord des Palestiniens.

"J'ai l'honneur d'annoncer que j'ai décidé de demander au député Ehud Olmert de former le gouvernement", a dit le président Moshe Katsav.

Olmert, dont le parti centriste

mars avec 29 des 120 sièges de la Knesset, aura 42 jours pour former un gouvernement de coalition. "J'espère former le plus vite possible un gouvernement qui aura le plus large soutien possible", a répondu Olmert au cours d'une cérémonie retransmise par la télévision.

Le Parti travailliste de l'ancien dirigeant syndical Amir Peretz a déjà accepté un partenariat politique avec Kadima. Kadima va

d'élaborer un programme de gouvernement.

Les discussions pour former une coalition débiteront officiellement dimanche, selon des médias israéliens. Elles devraient durer plusieurs semaines car elles impliqueront de nombreux partis.

Le gouvernement sortant israélien devrait quant à lui nommer mardi Olmert au poste de Premier ministre en remplacement d'Ariel Sharon, dans le coma depuis début

BENIN:

Le nouveau président a prêté serment

Le nouveau président du Bénin Yayi Boni, élu le 19 mars au second tour de l'élection présidentielle, a prêté serment jeudi en présence de plusieurs Chefs d'Etat ouest-africains, des représentants étrangers et de dignitaires locaux. Ancien chef de la Banque ouest-africaine de développement, M. Boni succède à Mathieu Kérékou, qui a dirigé le Bénin pendant 30 des 34 dernières années.

Les présidents Blaise Compaoré du Burkina Faso, Laurent Gbagbo de Côte d'Ivoire, Faure Gnassingbé du Togo, John Kufuor du Ghana, Olusegun Obasanjo du Nigeria, et Mamadou Tandja du Niger, ont assisté à la cérémonie d'investiture.

L'Union africaine (UA) était représentée par le président du Congo Denis Sassou-Nguesso et les Etats-Unis par l'envoyée du président George W. Bush, Karen Hugues.

M. Boni a été présenté par la présidente de la Cour constitutionnelle béninoise Conceptia Ouinsou, et a signé sa lettre de nomination lors d'une cérémonie en plein air à Porto Novo.

Le 23 mars, la Cour avait annoncé la victoire de Yayi Boni avec 74,52% des suffrages, contre 25,47% pour son rival Adrien Houngbédji.

PRIX FRANÇAIS DE LA COOPÉRATION :

Six projets primés

Le prix de la Coopération internationale a été remis jeudi à Paris à six projets, dont un d'une association palestinienne, "Culture et pensée libre" et un autre par une ONG nigérienne, Hed Tamat. Le Prix de la coopération internationale vise à distinguer des actions exemplaires de coopération conduites par tout acteur de la société civile française (associations, entreprises, syndicats, collectivités territoriales) et menées en partenariat avec des organisations privées et/ou publiques d'un autre pays.

Le prix "Courage et dévouement", doté d'un montant de 18.000 euros, a été attribué à l'association palestinienne "Culture et pensée libre", partenaire du Comité Catholique contre la faim, pour la réalisation d'un programme de soutien psychologique destiné aux jeunes du camp de Khan Younis dans la bande de Gaza.

Le "Prix sensibilisation du public" a été décerné à deux lauréats: la ville du Lamentin (Martinique) a reçu 10.000 euros pour son projet intitulé "Démocratie dans la ville", tandis qu'une association d'étudiants du DESS "Développement Coopération internationale et humanitaire" (Paris I-Sorbonne) a reçu 2.000 euros pour son projet "A Propos... le Journal".

Le "Prix de la solidarité internationale/acteur du Sud", doté de 15.000 euros, a été attribué à l'ONG nigérienne Hed Tamat, partenaire du Secours Populaire Français pour son programme de sensibilisation des populations au VIH/Sida, dans la région de l'Air (Niger), par une troupe de théâtre itinérante.

Le "Prix de la solidarité internationale/acteur du Nord" a été attribué à deux lauréats ex-aequo: le Service Civil international pour ses ateliers de recyclage artisanal de papier dans des centres pour jeunes handicapés au Maroc, en Algérie et en Tunisie (10.000 euros) et le Comité d'Aide Médicale pour son projet de réhabilitation d'un orphelinat pour handicapés à Vilshany (Ukraine) (10.000 euros).

COTE D'IVOIRE :

Nouveau sommet des cinq leaders ivoiriens

Le président en exercice de l'Union Africaine (UA), Denis Sassou Nguesso va réunir dimanche à Yamoussoukro (centre) les cinq principaux leaders ivoiriens, a-t-on appris jeudi dans un communiqué de la Primature ivoirienne. Cette rencontre intervient un peu plus d'un mois après le sommet de Yamoussoukro du 28 février qui avait réuni pour la première fois sur le sol ivoirien le président Laurent Gbagbo, le Premier ministre Charles Konan Banny, le chef de la rébellion Guillaume Soro, l'ancien chef d'Etat et président du Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI, ancien parti unique) Henri Konan Bédié et l'ancien Premier ministre et président du Rassemblement des républicains (RDR) Alassane Ouattara. Le chef d'Etat congolais est attendu jeudi à 16H00 locales et GMT dans la capitale économique ivoirienne Abidjan, en provenance du Bénin où il a assisté, dans la matinée, avec Laurent Gbagbo, à l'investiture du président nouvellement élu Yayi Boni.

M. Sassou Nguesso doit rencontrer dans la soirée le chef de l'Etat ivoirien et le Premier ministre, avant de poursuivre ses entretiens vendredi et samedi à Abidjan avec les partis politiques, les états-majors des armées loyale et rebelle, et les autorités religieuses. Dimanche, point d'orgue de sa visite, il doit réunir dans la capitale administrative Yamoussoukro les cinq ténors ivoiriens, après s'être recueilli au caveau de l'ancien chef d'Etat et père de la Nation ivoirienne, Félix Houphouët-Boigny.

M. Sassou Nguesso, dont le pays co-préside le Groupe de travail international (GTI) chargé de suivre l'évolution du processus de paix en Côte d'Ivoire, devrait s'entretenir notamment des programmes de désarmement